

Biographie Enrique LISTER



Né à Moscou en 1941, il a vécu dans une demi douzaine de pays dont il a pris chaque fois la nationalité (russe, polonaise, tchèque, cubaine, espagnole et française).

Enrique LISTER est diplômé d'Histoire de l'Université de Lomonosov de Moscou. Docteur en Lettres, il a dirigé jusqu'à l'année dernière le département d'Etudes slaves de l'Université de Poitiers.

Il a rédigé un nombre considérable d'articles sur la guerre d'Espagne et sur l'Exil républicain.

Enrique LISTER a écrit de nombreux ouvrages parmi lesquels « *Carrillo, dos caras de una misma moneda* », 1970, (Carrillo, les deux faces d'une même pièce), « *Leninismo y oportunismo* », 1976, (Léninisme et opportunisme), « *Praga, agosto de 1968. Páginas de un diario personal* », 2008 (Prague, août 1968. Pages d'un journal intime).

Il est enfin, le fils du général républicain Enrique LISTER.

RÉSUMÉ DE L'INTERVENTION:

LE FRONT POPULAIRE EN ESPAGNE

Le 16 février 1936, suite aux élections aux Cortès (parlement espagnol), la coalition de centre-gauche, réunie autour d'un programme du Front Populaire, remporta une victoire historique, totalisant 269 sièges contre 157 pour la coalition de droite, regroupée sous la bannière du Front National.

La victoire du Front Populaire était le résultat d'une période de lutte politique et sociale relativement courte que traversa l'Espagne entre

1931 et 1935. Aux facteurs politiques, économiques et sociaux internes, tels que la réforme agraire, le problème national, la crise économique accompagnée d'un chômage galopant et d'un interminable mouvement de grèves, vint s'ajouter, à partir de 1933, le problème de la montée du fascisme en Europe.

Suivant les recommandations du VII^e congrès de l'Internationale Communiste (1935), le Parti Communiste d'Espagne a réussi à convaincre la majorité des partis républicains (de centre et de gauche) à se regrouper sur la base d'un programme d'actions, poursuivant un double objectif : barrer la route aux forces politiques réactionnaires et fascisantes et, profitant de cette dynamique, promouvoir des réformes économiques, sociales et culturelles.

Ce fut en totale connaissance des aspirations et projets du Front Populaire que la majorité des Espagnols accordèrent à ce dernier la majorité parlementaire. La coalition de droite, battue sur le terrain électoral, n'hésita pas à conspirer contre le pouvoir légitime. L'Église, les grands propriétaires fonciers, ainsi que le monde de la haute finance et de l'industrie, incitèrent les membres des forces armées les plus réactionnaires à préparer un soulèvement anti-constitutionnel qui se matérialisa le 18 juillet 1936 en un putsch, qui fut le premier pas vers une sanglante guerre civile à l'issue de laquelle disparut la seconde république et, avec elle, la vie démocratique et la convivance civilisée entre citoyens espagnols.